Conseil de gestion
du gouvernement
de l'Ontario

Budget des dépenses

de la province de l'Ontario pour l'année financière se terminant le 31 mars 1992

VOLUME 2

ISSN 0835-5576
Imprimé par l'imprimeur de la Reine pour l'Ontario

92-00491/

PROVINCE DE L'ONTARIO
BUDGET DES DÉPENSES 1991-1992

On peut se procurer des exemplaires gratuits
du présent document à :
Publications Ontario
880, rue Bay, Toronto
ou en écrivant à :
Publications Ontario
5e étage, 880, rue Bay
Toronto (Ontario) M7A 1N8.
Téléphone 326-5300.
Interurbain sans frais 1-800-668-9938.

PROVINCE OF ONTARIO
EXPENDITURE ESTIMATES, 1991-92

Copies are available free from:
Publications Ontario,
880 Bay St., Toronto.
or by writing to:
Publications Ontario,
5th Floor, 880 Bay St.,
Toronto, Ontario, M7A 1N8.
Telephone 326-5300.
Toll free long distance 1-800-668-9938.

TABLE DES MATIÈRES

		Page
Introduction		v
Notes explicatives		vi
Tableau 1	— FONCTIONNEMENT	
	1A — Sommaire général	vii
	1B — Exposé comparatif des totaux des ministères	ix
	1C — Dépenses prévues pour 1991-1992	x-xi
Tableau 2	— CAPITAL	
	2A — Sommaire général	xiii
	2B — Exposé comparatif des totaux des ministères	xv
	2C — Dépenses prévues pour 1991-1992	xvi-xvii
Tableau 3	— TOTAL DU FONCTIONNEMENT ET CAPITAL	
	3A — Sommaire général	xix
	3B — Exposé comparatif des totaux des ministères	xxi
	3C — Dépenses prévues pour 1991-1992	xxii-xxiii
Tableau 4	— Effectifs de la fonction publique de l'Ontario	xxv
Bureaux		
II	Bureau de l'Asemblée législative	1
V	Bureau du directeur général des élections	7
XXXI	Ombudsman Ontario	11
XXXIII	Bureau du vérificateur provincial	15
Index		19

INTRODUCTION

Le *Budget des dépenses* de 1991-1992 présente les sommes (du fonctionnement et du capital) dont les ministères prévoient d'avoir besoin pendant l'exercice qui commence le 1er avril 1991. En déposant ce document, le gouvernement demande officiellement à l'Assemblée législative d'autoriser les dépenses imputées. Par l'adoption de la *Loi sur les subsides à la Couronne*, l'Assemblée législative approuve le *Budget des dépenses*, qui habilite alors chacun des ministères à engager les dépenses prévues.

Dans le document, chacun des programmes dont les ministères ont la responsabilité est identifié par un numéro de crédit particulier. Ces crédits sont à leur tour subdivisés en postes pour mieux en distinguer les différentes fonctions. Grâce à la structure de programmes et d'activités, l'Assemblée législative peut affecter avec plus de précision des fonds à des programmes particuliers. À l'intérieur de chacune des activités, les prévisions de dépenses sont indiquées par des catégories: traitements et salaires, avantages sociaux, transports et communications, services, paiements de transfert, etc. (voir les notes explicatives à la page vii).

Pour fins de comparaison, on trouvera les prévisions de dépenses et les dépenses réelles des exercices précédents aux sommaires des programmes et des activités. Les montants qui y apparaissent ont subi un retraitement afin de servir de comparaison dans les cas où il y a eu des réorganisations et des transferts fonctionnels, des prévisions supplémentaires ou des changements comptables. Le Budget contient aussi des tableaux récapitulatifs des dépenses et de la dotation en personnel.

Le sommaire des programmes de chaque ministère contient un état de rapprochement qui sert à relier les prévisions et chiffres réels des comptes publics publiés antérieurement aux montants ayant fait l'object d'un retraitement.

Lorsque des dépenses supplémentaires exigent l'approbation de l'Assemblée législative après le dépôt du budget principal, il faut déposer un Budget des dépenses supplémentaire.

NOTES EXPLICATIVES

REMARQUE: Les prévisions des dépenses budgétaires pour l'exercice 1991-1992 sont réparties en huit catégories et sont indiquées pour chaque activité. Les descriptions des catégories de dépenses ci-dessous ne sont données qu'à titre indicatif et ne sont pas nécessairement exhaustives.

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et les autres montants versés au personnel (permanent, stagiaire, non classifié ou autre) à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les traitements et indemnités versés aux membres de l'Assemblée législative, et les indemnités spéciales versées aux fonctionnaires.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les contributions versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au régime des pensions du Canada, au Régime de retraite des fonctionnaires, à la Caisse d'assurance-chômage, à la Commission des accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales (cas despupilles de la province, par exemple); les coûts de réinstallation de fonctionnaires mutés ou recrutés; les frais de déménagement du mobilier et de matériel de bureau; les dépenses de transport de marchandises (exception faite du coût initial de la livraison); les frais d'affranchissement du courrier (ordinaire ou recommandé, par exemple); et les frais de communication (téléphone, télégrammes et transmission de données).

Services

Cette catégorie regroupe les services suivants : publicité, notamment pour payer les services d'agences privées ou les campagnes médiatives menées directement par les ministères; les services de location et les services extérieurs de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; les services de traitement des données; les primes d'assurances; et les autres services professionnels et spéciaux.

Fourniture et matériel

Cette catégorie comprend toutes les sommes affectées à l'achat de machines et de matériel, neufs ou d'occasion, ainsi que les montants consacrés à l'achat de tous les matériaux et fournitures nécessaires, ou au paiement des services publics.

Acquisition/construction de biens immobiliers

Cette catégorie inclut tous les frais engagés sur une base contractuelle par les ministères en vue d'accroître leur parc immobilier (achat de bâtiments neufs ou anciens) ou de construire de nouvelles infrastructures. On trouve également dans cette rubrique les sommes consacrées à l'achat de terrains.

Paiements de transfert

Cette catégorie regroupe les subventions, subsides et différents versements effectués à des particuliers, entreprises, organismes à but non lucratif ou organismes gouvernementaux.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, notamment celles de la Société de développement de l'Ontario (bonifications d'intérêts et garanties honorées), les impôts municipaux perçus sur les biens fonciers qui appartiennent à l'A.R.D.A.

Note concernant les crédits législatifs et les prêts et dotations

Les crédits législatifs et les prêts, et dotations, ne constituent pas des catégories de dépenses. Les sommes requises pour les crédits législatifs et les prêts et dotations sont inscrites séparément, s'il y a lieu, dans la catégorie applicable à chaque niveau d'activité.

Note concernant les activités de recouvrement des dépenses

Lorsqu'on s'attend à ce que le recouvrement des dépenses consacrées à une activité soit égal ou supérieur aux dépenses, le solde indiqué pour l'activité est un montant nominal de 1 000 $. Si le recouvrement dépasse les dépenses, il est ajouté aux recettes générales.

Note concernant les mandats spéciaux

Des mandats spéciaux autorisant le paiement des dépenses gouvernementales générales et nécessaires sont émis lorsque l'Assemblée législative ne siège pas. Les montants prévus dans ces mandats spéciaux ont été déduits des sommes totales pour permettre de déterminer le montant à voter pour chaque programme pour l'exercice 1991-1992.

TABLEAU 1A — SOMMAIRE GÉNÉRAL (FONCTIONNEMENT)

Prévision des dépenses de la province de l'Ontario
pour l'exercice financier clos le 31 mars 1992

N°	Ministères	Montant à voter	Dépenses prévues par la loi	Dépenses	Prêts et dotations
		$	$	$	$
I	Agriculture et Alimentation	540 815 000	40 852 365	568 787 365	12 880 000
II	Bureau de l'Assemblée législative	127 057 000	2 074 700	129 131 700	—
III	Procureur général	605 461 800	395 557	605 857 357	—
IV	Bureau du Conseil des ministres	13 444 100	—	13 444 100	—
V	Bureau du directeur général des élections	1 096 300	—	1 096 300	—
VI	Affaires civiques	56 694 700	51 365	56 746 065	—
VII	Collèges et Universités	3 060 955 300	9 808	3 060 965 108	—
VIII	Services sociaux et communautaires	8 108 122 800	41 557	8 108 164 357	—
IX	Consommation et Commerce	179 874 000	57 057	179 931 057	—
X	Services correctionnels	554 467 600	9 808	554 477 408	—
XI	Cultures et Communications	299 403 300	41 557	299 444 857	—
XII	Office des affaires des personnes handicapées	6 245 900	—	6 245 900	—
XIII	Éducation	5 223 522 400	606 041 557	5 829 563 957	—
XIV	Énergie	42 902 000	41 557	42 943 557	—
XV	Environnement	507 589 400	51 365	423 340 765	84 300 000
XVI	Institutions financières	57 272 200	41 557	57 313 757	—
XVII	Office des affaires francophones	4 277 100	—	4 277 100	—
XVIII	Services gouvernementaux	508 239 300	26 750	508 266 050	—
XIX	Bureau de la région du grand Toronto	20 295 700	—	2 870 000	17 425 700
XX	Santé	16 723 813 000	41 557	16 723 854 557	—
XXI	Logement	764 668 900	41 557	759 322 457	5 388 000
XXII	Industrie, Commerce et Technologie	268 223 500	52 691 557	270 315 057	50 600 000
XXIII	Affaires intergouvernementales	7 947 900	—	7 947 900	—
XXIV	Travail	354 198 400	1 601 557	355 799 957	—
XXV	Bureau du lieutenant-gouverneur	661 700	—	661 700	—
XXVI	Conseil de gestion	567 036 500	41 557	567 078 057	—
XXVII	Affaires municipales	1 054 833 700	9 808	1 054 843 508	—
XXVIII	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	23 124 000	9 808	23 133 808	—
XXIX	Richesses naturelles	568 573 200	141 557	568 614 757	100 000
XXX	Développement du Nord et Mines	105 067 500	73 306	105 140 806	—
XXXI	Ombudsman Ontario	9 716 500	—	9 716 500	—
XXXII	Cabinet du premier ministre	2 602 100	45 240	2 647 340	—
XXXIII	Bureau du vérificateur provincial	8 025 800	123 000	8 148 800	—
XXXIV	Revenu	870 518 300	12 920 657	883 438 957	—
XXXV	Office des affaires des personnes âgées	5 581 100	—	5 581 100	—
XXXVI	Formation professionnelle	263 663 700	41 557	263 705 257	—
XXXVII	Solliciteur général	554 883 900	54 365	554 938 265	—
XXXVIII	Tourisme et Loisirs	159 024 200	41 557	149 465 757	9 600 000
XXXIX	Transports	819 876 500	41 557	819 918 057	—
XL	Trésor et Économie	90 254 300	4 995 641 557	5 076 095 857	9 800 000
XLI	Office de la condition féminine	24 864 900	15 942	24 880 842	—
		43 164 895 500	5 713 314 256	48 688 116 056	190 093 700
	TOTAL	48 878 209 756		48 878 209 756	

TABLEAU 1B — EXPOSÉ COMPARATIF DES TOTAUX DES MINISTÈRES (FONCTIONNEMENT)

Nº	Ministères	1991-1992 Prévisions	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
		$	$	$	$
I	Agriculture et Alimentation	581 667 365	33 475 150	548 192 215	490 324 943
II	Bureau de l'Assemblée législative	129 131 700	12 639 000	116 492 700	85 964 233
III	Procureur général	605 857 357	71 085 800	534 771 557	487 999 324
IV	Bureau du Conseil des ministres	13 444 100	198 700	13 245 400	7 479 178
V	Bureau du directeur général des élections	1 096 300	151 700	944 600	2 779 820
VI	Affaires civiques	56 746 065	8 882 508	47 863 557	42 769 237
VII	Collèges et Universités	3 060 965 108	200 313 600	2 860 651 508	2 625 956 187
VIII	Services sociaux et communautaires	8 108 164 357	2 352 659 500	5 755 504 857	4 961 151 385
IX	Consommation et Commerce	179 931 057	16 846 300	163 084 757	157 622 962
X	Services correctionnels	554 477 408	35 851 151	518 626 257	470 710 314
XI	Cultures et Communications	299 444 857	24 515 700	274 929 157	268 289 307
XII	Office des affaires des personnes handicapées	6 245 900	338 750	5 907 150	5 372 929
XIII	Éducation	5 829 563 957	517 301 257	5 312 262 700	5 153 239 435
XIV	Énergie	42 943 557	8 943 349	34 000 208	28 557 895
XV	Environnement	507 640 765	64 472 208	443 168 557	357 067 208
XVI	Institutions financières	57 313 757	(1 972 351)	59 286 108	66 393 338
XVII	Office des affaires francophones	4 277 100	(50 200)	4 327 300	3 681 862
XVIII	Services gouvernementaux	508 266 050	52 718 895	455 547 155	470 427 167
XIX	Bureau de la région du grand Toronto	20 295 700	17 580 400	2 715 300	2 042 170
XX	Santé	16 723 854 557	2 001 912 900	14 721 941 657	13 882 056 780
XXI	Logement	764 710 457	216 221 798	548 488 659	408 937 608
XXII	Industrie, Commerce et Technologie	320 915 057	503 500	320 411 557	274 459 275
XXIII	Affaires intergouvernementales	7 947 900	2 975 992	4 971 908	4 096 980
XXIV	Travail	355 799 957	201 348 800	154 451 157	138 829 855
XXV	Bureau du lieutenant-gouverneur	661 700	22 500	639 200	632 360
XXVI	Conseil de gestion	567 078 057	352 236 300	214 841 757	50 335 894
XXVII	Affaires municipales	1 054 843 508	53 678 500	1 001 165 008	544 529 068
XXVIII	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	23 133 808	16 777 708	6 356 100	6 075 202
XXIX	Richesses naturelles	568 714 757	40 768 600	527 946 157	526 117 014
XXX	Développement du Nord et Mines	105 140 806	(6 688 208)	111 829 014	104 944 994
XXXI	Ombudsman Ontario	9 716 500	1 410 100	8 306 400	7 736 941
XXXII	Cabinet du premier ministre	2 647 340	129 900	2 517 440	2 251 132
XXXIII	Bureau du vérificateur provincial	8 148 800	369 800	7 779 000	6 908 552
XXXIV	Revenu	883 438 957	4 232 200	879 206 757	825 031 557
XXXV	Office des affaires des personnes âgées	5 581 100	(527 250)	6 108 350	5 228 801
XXXVI	Formation professionnelle	263 705 257	15 814 249	247 891 008	239 151 476
XXXVII	Solliciteur général	554 938 265	30 511 608	524 426 657	475 538 211
XXXVIII	Tourisme et Loisirs	159 065 757	2 931 292	156 134 465	144 532 956
XXXIX	Transports	819 918 057	(343 073 500)	1 162 991 557	751 417 424
XL	Trésor et Économie	5 085 895 857	702 067 700	4 383 828 157	4 349 904 430
XLI	Office de la condition féminine	24 880 842	5 467 292	19 413 550	17 070 450
	TOTAL	48 878 209 756	6 715 043 198	42 163 166 558	38 453 615 854

TABLEAU 1C — DÉPENSES PRÉVUES

N°	Ministères	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services
		$	$	$	$
I	Agriculture et Alimentation	90 866 665	16 471 100	14 726 900	36 423 500
II	Bureau de l'Assemblée législative	58 626 200	10 914 100	6 017 300	38 675 500
III	Procureur général	281 150 257	56 807 200	16 589 700	93 343 900
IV	Bureau du Conseil des ministres	6 225 800	1 165 200	1 170 800	3 177 900
V	Bureau du directeur général des élections	943 200	153 100	—	—
VI	Affaires civiques	20 916 465	3 384 800	2 152 900	11 155 100
VII	Collèges et Universités	14 642 408	2 924 900	3 086 800	5 213 400
VIII	Services sociaux et communautaires	421 678 657	79 681 600	20 982 500	67 664 900
IX	Consommation et Commerce	84 488 557	15 897 100	7 728 600	20 122 100
X	Services correctionnels	335 883 108	61 215 400	14 250 500	91 015 700
XI	Cultures et Communications	22 086 657	3 638 900	2 763 400	8 729 100
XII	Office des affaires des personnes handicapées	1 769 000	296 600	251 500	1 903 800
XIII	Éducation	96 542 057	18 368 900	12 180 800	36 963 000
XIV	Énergie	12 709 157	2 356 200	1 461 600	17 796 700
XV	Environnement	138 342 065	24 141 200	10 508 100	106 999 700
XVI	Institutions financières	33 224 857	6 143 300	2 258 200	14 628 300
XVII	Office des affaires francophones	1 633 900	307 000	110 000	1 060 000
XVIII	Services gouvernementaux	116 463 950	743 782 400	87 953 100	340 715 400
XIX	Bureau de la région du grand Toronto	1 103 600	213 000	181 100	1 316 900
XX	Santé	484 570 157	96 736 700	27 135 100	110 816 800
XXI	Logement	63 598 857	10 258 300	7 422 800	23 065 700
XXII	Industrie, Commerce et Technologie	39 108 357	6 401 800	10 935 400	44 185 000
XXIII	Affaires intergouvernementales	3 687 600	730 500	446 300	1 911 900
XXIV	Travail	95 825 457	17 068 300	11 374 700	22 935 200
XXV	Bureau du lieutenant-gouverneur	426 400	54 000	63 300	2 400
XXVI	Conseil de gestion	324 063 457	53 423 200	2 111 800	99 501 500
XXVII	Affaires municipales	22 095 708	3 937 900	2 370 000	7 880 000
XXVIII	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	1 784 108	325 900	265 000	15 832 300
XXIX	Richesses naturelles	251 832 557	44 251 300	33 174 200	172 532 600
XXX	Développement du Nord et Mines	31 946 706	5 169 100	6 422 100	19 092 000
XXXI	Ombudsman Ontario	5 980 000	1 116 900	483 500	1 890 000
XXXII	Cabinet du premier ministre	1 935 640	270 000	199 000	173 000
XXXIII	Bureau du vérificateur provincial	5 526 600	849 200	226 100	1 392 400
XXXIV	Revenu	173 661 957	31 396 800	23 232 900	44 317 600
XXXV	Office des affaires des personnes âgées	2 038 200	255 500	1 278 000	1 426 900
XXXVI	Formation professionnelle	19 249 457	3 775 100	2 357 900	6 771 400
XXXVII	Solliciteur général	341 914 265	67 340 300	31 265 400	47 331 000
XXXVIII	Tourisme et Loisirs	37 227 857	6 340 100	6 196 600	34 184 700
XXXIX	Transports	239 666 957	50 551 100	22 952 700	132 474 100
XL	Trésor et Économie	24 820 557	4 549 000	1 757 000	45 202 600
XLI	Office de la condition féminine	5 994 142	956 500	591 900	7 988 200
	TOTAL	3 916 251 556	1 453 619 500	396 635 500	1 737 812 200

Notes :

1. Les dépenses prévues par la loi ont été inscrites dans les catégories de dépenses correspondantes (voir la note à la page vi).
2. Le montant pour les prêts et dotations pour le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie a été réduit par 18 550 000 $ pour les recouvrements.

POUR 1991-1992 — FONCTIONNEMENT

Fournitures et matériel	Acquisition/ construction de biens immobiliers	Paiements de transfert	Autres opérations	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Dépenses	Prêts et dotations	Total
$	$	$	$	$	$	$	$
18 728 400	—	390 559 800	3 651 000	2 640 000	568 787 365	12 880 000	581 667 365
15 716 300	—	186 500	—	1 004 200	129 131 700	—	129 131 700
16 967 200	—	175 797 500	2 000	34 800 400	605 857 357	—	605 857 357
1 704 400	—	—	—	—	13 444 100	—	13 444 100
—	—	—	—	—	1 096 300	—	1 096 300
1 606 600	—	17 536 200	—	6 000	56 746 065	—	56 746 065
1 109 400	—	3 042 663 200	—	8 675 000	3 060 965 108	—	3 060 965 108
42 371 700	—	7 478 801 800	—	3 016 800	8 108 164 357	—	8 108 164 357
6 591 300	—	27 778 200	17 356 900	31 700	179 931 057	—	179 931 057
53 569 300	—	1 305 200	—	2 761 800	554 477 408	—	554 477 408
2 910 500	—	259 482 000	—	165 700	299 444 857	—	299 444 857
256 000	—	1 769 000	—	—	6 245 900	—	6 245 900
14 390 000	—	5 661 802 500	—	10 683 300	5 829 563 957	—	5 829 563 957
1 984 100	—	6 635 800	—	—	42 943 557	—	42 943 557
71 456 200	—	72 118 500	—	225 000	423 340 765	84 300 000	507 640 765
3 954 200	—	65 000	—	2 960 100	57 313 757	—	57 313 757
126 700	—	1 039 500	—	—	4 277 100	—	4 277 100
77 398 900	—	66 000	—	858 113 700	508 266 050	—	508 266 050
55 400	—	—	—	—	2 870 000	17 425 700	20 295 700
97 799 300	—	15 916 786 500	—	9 990 000	16 723 854 557	—	16 723 854 557
5 924 000	—	669 082 600	—	20 029 800	759 322 457	5 388 000	764 710 457
7 405 900	—	94 055 300	73 901 300	5 678 000	270 315 057	50 600 000	320 915 057
311 600	—	860 000	—	—	7 947 900	—	7 947 900
9 065 900	—	199 543 200	18 700	31 500	355 799 957	—	355 799 957
1 800	—	—	113 800	—	661 700	—	661 700
3 951 100	—	125 222 600	8 540 000	49 735 600	567 078 057	—	567 078 057
2 280 200	—	1 013 682 700	3 317 000	720 000	1 054 843 508	—	1 054 843 508
110 500	—	4 816 000	—	—	23 133 808	—	23 133 808
86 288 500	—	38 243 500	—	57 707 900	568 614 757	100 000	568 714 757
8 059 300	—	39 421 500	—	4 969 900	105 140 806	—	105 140 806
246 100	—	—	—	—	9 716 500	—	9 716 500
69 700	—	—	—	—	2 647 340	—	2 647 340
104 500	—	50 000	—	—	8 148 800	—	8 148 800
8 149 500	—	611 795 000	—	9 114 800	883 438 957	—	883 438 957
582 500	—	—	—	—	5 581 100	—	5 581 100
2 257 800	—	229 293 600	—	—	263 705 257	—	263 705 257
52 545 700	—	19 528 200	3 000	4 989 600	554 938 265	—	554 938 265
6 748 900	—	59 392 600	—	625 000	149 465 757	9 600 000	159 065 757
109 073 100	—	323 207 800	—	58 007 700	819 918 057	—	819 918 057
3 236 000	—	2 574 700	4 995 000 000	1 044 000	5 076 095 857	9 800 000	5 085 895 857
795 800	—	8 554 300	—	—	24 880 842	—	24 880 842
735 904 300	—	36 493 716 800	5 101 903 700	1 147 727 500	48 688 116 056	190 093 700	48 878 209 756

TABLEAU 2A — SOMMAIRE GÉNÉRAL (CAPITAL)

Prévision des dépenses de la province de l'Ontario
pour l'exercice financier clos le 31 mars 1992

N°	Ministères	Montant à voter	Dépenses prévues par la loi	Dépenses	Prêts et dotations
		$	$	$	$
I	Agriculture et Alimentation	20 965 200	—	20 965 200	—
II	Bureau de l'Assemblée législative	—	—	—	—
III	Procureur général	11 773 000	—	11 773 000	—
IV	Bureau du Conseil des ministres	—	—	—	—
V	Bureau du directeur général des élections	—	—	—	—
VI	Affaires civiques	9 660 000	—	9 660 000	—
VII	Collèges et Universités	199 079 500	—	199 079 500	—
VIII	Services sociaux et communautaires	122 258 900	—	122 258 900	—
IX	Consommation et Commerce	—	—	—	—
X	Services correctionnels	8 500 000	—	8 500 000	—
XI	Cultures et Communications	32 064 900	—	32 064 900	—
XII	Office des affaires des personnes handicapées	2 588 500	—	2 588 500	—
XIII	Éducation	418 820 200	—	418 820 200	—
XIV	Énergie	23 283 700	—	23 283 700	—
XV	Environnement	266 435 000	—	266 435 000	—
XVI	Institutions financières	—	—	—	—
XVII	Office des affaires francophones	—	—	—	—
XVIII	Services gouvernementaux	321 563 100	—	321 563 100	—
XIX	Bureau de la région du grand Toronto	—	—	—	—
XX	Santé	250 000 000	—	250 000 000	—
XXI	Logement	133 457 000	—	133 457 000	—
XXII	Industrie, Commerce et Technologie	32 301 000	—	32 301 000	—
XXIII	Affaires intergouvernementales	—	—	—	—
XXIV	Travail	—	—	—	—
XXV	Bureau du lieutenant-gouverneur	—	—	—	—
XXVI	Conseil de gestion	—	—	—	—
XXVII	Affaires municipales	36 162 600	—	36 162 600	—
XXVIII	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	21 225 000	—	21 225 000	—
XXIX	Richesses naturelles	89 851 300	—	89 851 300	—
XXX	Développement du Nord et Mines	261 103 600	—	261 103 600	—
XXXI	Ombudsman Ontario	—	—	—	—
XXXII	Cabinet du premier ministre	—	—	—	—
XXXIII	Bureau du vérificateur provincial	—	—	—	—
XXXIV	Revenu	—	—	—	—
XXXV	Office des affaires des personnes âgées	2 638 500	—	2 638 500	—
XXXVI	Formation professionnelle	—	—	—	—
XXXVII	Solliciteur général	27 785 000	—	27 785 000	—
XXXVIII	Tourisme et Loisirs	68 562 400	—	68 562 400	—
XXXIX	Transports	2 018 042 900	—	2 018 042 900	—
XL	Trésor et Économie	11 500 000	—	11 500 000	—
XLI	Office de la condition féminine	—	—	—	—
	TOTAL	4 389 621 300	—	4 389 621 300	—

TABLEAU 2B — EXPOSÉ COMPARATIF DES TOTAUX DES MINISTÈRES (CAPITAL)

Nº	Ministères	1991-1992 Prévisions	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
		$	$	$	$
I	Agriculture et Alimentation	20 965 200	(3 076 800)	24 042 000	31 986 441
II	Bureau de l'Assemblée législative	—	—	—	—
III	Procureur général	11 773 000	7 623 000	4 150 000	4 579 641
IV	Bureau du Conseil des ministres	—	—	—	—
V	Bureau du directeur général des élections	—	—	—	—
VI	Affaires civiques	9 660 000	1 665 000	7 995 000	5 187 980
VII	Collèges et Universités	199 079 500	89 079 500	110 000 000	110 000 000
VIII	Services sociaux et communautaires	122 258 900	37 694 900	84 564 000	100 448 038
IX	Consommation et Commerce	—	—	—	—
X	Services correctionnels	8 500 000	6 080 000	2 420 000	2 287 509
XI	Cultures et Communications	32 064 900	(9 853 100)	41 918 000	44 916 786
XII	Office des affaires des personnes handicapées	2 588 500	288 500	2 300 000	2 251 582
XIII	Éducation	418 820 200	86 820 200	332 000 000	310 000 000
XIV	Énergie	23 283 700	6 216 500	17 067 200	6 104 560
XV	Environnement	266 435 000	56 235 000	210 200 000	176 318 452
XVI	Institutions financières	—	—	—	—
XVII	Office des affaires francophones	—	—	—	—
XVIII	Services gouvernementaux	321 563 100	89 604 200	231 958 900	201 248 381
XIX	Bureau de la région du grand Toronto	—	—	—	—
XX	Santé	250 000 000	—	250 000 000	245 000 000
XXI	Logement	133 457 000	14 666 000	118 791 000	113 976 644
XXII	Industrie, Commerce et Technologie	32 301 000	19 225 000	13 076 000	3 494 929
XXIII	Affaires intergouvernementales	—	—	—	—
XXIV	Travail	—	—	—	—
XXV	Bureau du lieutenant-gouverneur	—	—	—	—
XXVI	Conseil de gestion	—	—	—	—
XXVII	Affaires municipales	36 162 600	16 478 600	19 684 000	17 161 933
XXVIII	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	21 225 000	21 225 000	—	—
XXIX	Richesses naturelles	89 851 300	12 186 300	77 665 000	60 944 918
XXX	Développement du Nord et Mines	261 103 600	24 875 600	236 228 000	210 138 278
XXXI	Ombudsman Ontario	—	—	—	—
XXXII	Cabinet du premier ministre	—	—	—	—
XXXIII	Bureau du vérificateur provincial	—	—	—	—
XXXIV	Revenu	—	—	—	—
XXXV	Office des affaires des personnes âgées	2 638 500	288 500	2 350 000	2 145 624
XXXVI	Formation professionnelle	—	—	—	—
XXXVII	Solliciteur général	27 785 000	(9 758 000)	37 543 000	22 677 333
XXXVIII	Tourisme et Loisirs	68 562 400	15 867 400	52 695 000	43 325 208
XXXIX	Transports	2 018 042 900	282 862 600	1 735 180 300	1 560 042 846
XL	Trésor et Économie	11 500 000	(11 450 000)	22 950 000	15 032 313
XLI	Office de la condition féminine	—	—	—	—
	TOTAL	4 389 621 300	754 843 900	3 634 777 400	3 289 269 396

TABLEAU 2C — DÉPENSES PRÉVUES

N°	Ministères	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services
		$	$	$	$
I	Agriculture et Alimentation	—	—	—	714 000
II	Bureau de l'Assemblée législative	—	—	—	—
III	Procureur général	—	—	—	—
IV	Bureau du Conseil des ministres	—	—	—	—
V	Bureau du directeur général des élections	—	—	—	—
VI	Affaires civiques	—	—	—	—
VII	Collèges et Universités	—	—	—	—
VIII	Services sociaux et communautaires	—	—	—	—
IX	Consommation et Commerce	—	—	—	—
X	Services correctionnels	—	—	—	—
XI	Cultures et Communications	—	—	—	—
XII	Office des affaires des personnes handicapées	—	—	—	—
XIII	Éducation	—	—	—	—
XIV	Énergie	64 300	2 600	—	9 933 100
XV	Environnement	—	—	—	—
XVI	Institutions financières	—	—	—	—
XVII	Office des affaires francophones	—	—	—	—
XVIII	Services gouvernementaux	7 760 300	1 439 500	2 734 000	127 320 000
XIX	Bureau de la région du grand Toronto	—	—	—	—
XX	Santé	—	—	—	—
XXI	Logement	1 119 600	75 700	365 800	456 500
XXII	Industrie, Commerce et Technologie	—	—	—	3 500 000
XXIII	Affaires intergouvernementales	—	—	—	—
XXIV	Travail	—	—	—	—
XXV	Bureau du lieutenant-gouverneur	—	—	—	—
XXVI	Conseil de gestion	—	—	—	—
XXVII	Affaires municipales	—	—	—	—
XXVIII	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	—	—	—	—
XXIX	Richesses naturelles	6 296 100	360 200	813 700	48 971 500
XXX	Développement du Nord et Mines	—	—	—	500 000
XXXI	Ombudsman Ontario	—	—	—	—
XXXII	Cabinet du premier ministre	—	—	—	—
XXXIII	Bureau du vérificateur provincial	—	—	—	—
XXXIV	Revenu	—	—	—	—
XXXV	Office des affaires des personnes âgées	—	—	—	—
XXXVI	Formation professionnelle	—	—	—	—
XXXVII	Solliciteur général	—	—	541 000	3 614 000
XXXVIII	Tourisme et Loisirs	—	—	—	1 095 000
XXXIX	Transports	123 537 900	24 110 200	13 304 700	162 794 000
XL	Trésor et Économie	—	—	—	—
XLI	Office de la condition féminine	—	—	—	—
	TOTAL	138 778 200	25 988 200	17 759 200	358 898 100

Note :

1. Les dépenses prévues par la loi ont été inscrites dans les catégories de dépenses correspondantes (voir la note à la page vi).

POUR 1991-1992 — CAPITAL

Fournitures et matériel	Acquisition/ construction de biens immobiliers	Paiements de transfert	Autres opérations	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Dépenses	Prêts et dotations	Total
$	$	$	$	$	$	$	$
3 140 000	10 041 200	7 070 000	—	—	20 965 200	—	20 965 200
—	—	—	—	—	—	—	—
—	11 773 000	—	—	—	11 773 000	—	11 773 000
—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	9 660 000	—	—	9 660 000	—	9 660 000
—	—	199 079 500	—	—	199 079 500	—	199 079 500
—	11 495 000	110 763 900	—	—	122 258 900	—	122 258 900
—	—	—	—	—	—	—	—
—	8 500 000	—	—	—	8 500 000	—	8 500 000
—	—	33 784 900	—	1 720 000	32 064 900	—	32 064 900
—	—	2 588 500	—	—	2 588 500	—	2 588 500
—	1 000 000	417 820 200	—	—	418 820 200	—	418 820 200
—	—	13 283 700	—	—	23 283 700	—	23 283 700
—	—	271 735 000	—	5 300 000	266 435 000	—	266 435 000
—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—
12 543 400	237 382 700	—	—	67 616 800	321 563 100	—	321 563 100
—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	250 000 000	—	—	250 000 000	—	250 000 000
206 400	—	74 472 000	56 761 000	—	133 457 000	—	133 457 000
—	—	2 176 000	53 250 000	26 625 000	32 301 000	—	32 301 000
—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	36 162 600	—	—	36 162 600	—	36 162 600
—	—	21 225 000	—	—	21 225 000	—	21 225 000
24 189 800	1 000 000	21 800 000	—	13 580 000	89 851 300	—	89 851 300
—	142 085 500	118 518 100	—	—	261 103 600	—	261 103 600
—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	2 638 500	—	—	2 638 500	—	2 638 500
—	—	—	—	—	—	—	—
23 630 000	—	—	—	—	27 785 000	—	27 785 000
545 000	11 752 100	56 300 300	—	1 130 000	68 562 400	—	68 562 400
60 317 100	495 890 700	1 276 986 400	—	138 898 100	2 018 042 900	—	2 018 042 900
—	—	11 500 000	—	—	11 500 000	—	11 500 000
—	—	—	—	—	—	—	—
124 571 700	930 920 200	2 937 564 600	110 011 000	254 869 900	4 389 621 300	—	4 389 621 300

TABLEAU 3A — SOMMAIRE GÉNÉRAL

Prévision des dépenses de la province de l'Ontario
pour l'exercice financier clos le 31 mars 1992

N°	Ministères	Montant à voter	Dépenses prévues par la loi	Dépenses	Prêts et dotations
		$	$	$	$
I	Agriculture et Alimentation	561 780 200	40 852 365	589 752 565	12 880 000
II	Bureau de l'Assemblée législative	127 057 000	2 074 700	129 131 700	—
III	Procureur général	617 234 800	395 557	617 630 357	—
IV	Bureau du Conseil des ministres	13 444 100	—	13 444 100	—
V	Bureau du directeur général des élections	1 096 300	—	1 096 300	—
VI	Affaires civiques	66 354 700	51 365	66 406 065	—
VII	Collèges et Universités	3 260 034 800	9 808	3 260 044 608	—
VIII	Services sociaux et communautaires	8 230 381 700	41 557	8 230 423 257	—
IX	Consommation et Commerce	179 874 000	57 057	179 931 057	—
X	Services correctionnels	562 967 600	9 808	562 977 408	—
XI	Cultures et Communications	331 468 200	41 557	331 509 757	—
XII	Office des affaires des personnes handicapées	8 834 400	—	8 834 400	—
XIII	Éducation	5 642 342 600	606 041 557	6 248 384 157	—
XIV	Énergie	66 185 700	41 557	66 227 257	—
XV	Environnement	774 024 400	51 365	689 775 765	84 300 000
XVI	Institutions financières	57 272 200	41 557	57 313 757	—
XVII	Office des affaires francophones	4 277 100	—	4 277 100	—
XVIII	Services gouvernementaux	829 802 400	26 750	829 829 150	—
XIX	Bureau de la région du grand Toronto	20 295 700	—	2 870 000	17 425 700
XX	Santé	16 973 813 000	41 557	16 973 854 557	—
XXI	Logement	898 125 900	41 557	892 779 457	5 388 000
XXII	Industrie, Commerce et Technologie	300 524 500	52 691 557	302 616 057	50 600 000
XXIII	Affaires intergouvernementales	7 947 900	—	7 947 900	—
XXIV	Travail	354 198 400	1 601 557	355 799 957	—
XXV	Bureau du lieutenant-gouverneur	661 700	—	661 700	—
XXVI	Conseil de gestion	567 036 500	41 557	567 078 057	—
XXVII	Affaires municipales	1 090 996 300	9 808	1 091 006 108	—
XXVIII	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	44 349 000	9 808	44 358 808	—
XXIX	Richesses naturelles	658 424 500	141 557	658 466 057	100 000
XXX	Développement du Nord et Mines	366 171 100	73 306	366 244 406	—
XXXI	Ombudsman Ontario	9 716 500	—	9 716 500	—
XXXII	Cabinet du premier ministre	2 602 100	45 240	2 647 340	—
XXXIII	Bureau du vérificateur provincial	8 025 800	123 000	8 148 800	—
XXXIV	Revenu	870 518 300	12 920 657	883 438 957	—
XXXV	Office des affaires des personnes âgées	8 219 600	—	8 219 600	—
XXXVI	Formation professionnelle	263 663 700	41 557	263 705 257	—
XXXVII	Solliciteur général	582 668 900	54 365	582 723 265	—
XXXVIII	Tourisme et Loisirs	227 586 600	41 557	218 028 157	9 600 000
XXXIX	Transports	2 837 919 400	41 557	2 837 960 957	—
XL	Trésor et Économie	101 754 300	4 995 641 557	5 087 595 857	9 800 000
XLI	Office de la condition féminine	24 864 900	15 942	24 880 842	—
		47 554 516 800	5 713 314 256	53 077 737 356	190 093 700
	TOTAL	53 267 831 056		53 267 831 056	

TABLEAU 3B — EXPOSÉ COMPARATIF DES TOTAUX DES MINISTÈRES

Nº	Ministères	1991-1992 Prévisions	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
		$	$	$	$
I	Agriculture et Alimentation	602 632 565	30 398 350	572 234 215	522 311 384
II	Bureau de l'Assemblée législative	129 131 700	12 639 000	116 492 700	85 964 233
III	Procureur général	617 630 357	78 708 800	538 921 557	492 578 965
IV	Bureau du Conseil des ministres	13 444 100	198 700	13 245 400	7 479 178
V	Bureau du directeur général des élections	1 096 300	151 700	944 600	2 779 820
VI	Affaires civiques	66 406 065	10 547 508	55 858 557	47 957 217
VII	Collèges et Universités	3 260 044 608	289 393 100	2 970 651 508	2 735 956 187
VIII	Services sociaux et communautaires	8 230 423 257	2 390 354 400	5 840 068 857	5 061 599 423
IX	Consommation et Commerce	179 931 057	16 846 300	163 084 757	157 622 962
X	Services correctionnels	562 977 408	41 931 151	521 046 257	472 997 823
XI	Cultures et Communications	331 509 757	14 662 600	316 847 157	313 206 093
XII	Office des affaires des personnes handicapées	8 834 400	627 250	8 207 150	7 624 511
XIII	Éducation	6 248 384 157	604 121 457	5 644 262 700	5 463 239 435
XIV	Énergie	66 227 257	15 159 849	51 067 408	34 662 455
XV	Environnement	774 075 765	120 707 208	653 368 557	533 385 660
XVI	Institutions financières	57 313 757	(1 972 351)	59 286 108	66 393 338
XVII	Office des affaires francophones	4 277 100	(50 200)	4 327 300	3 681 862
XVIII	Services gouvernementaux	829 829 150	142 323 095	687 506 055	671 675 548
XIX	Bureau de la région du grand Toronto	20 295 700	17 580 400	2 715 300	2 042 170
XX	Santé	16 973 854 557	2 001 912 900	14 971 941 657	14 127 056 780
XXI	Logement	898 167 457	230 887 798	667 279 659	522 914 252
XXII	Industrie, Commerce et Technologie	353 216 057	19 728 500	333 487 557	277 954 204
XXIII	Affaires intergouvernementales	7 947 900	2 975 992	4 971 908	4 096 980
XXIV	Travail	355 799 957	201 348 800	154 451 157	138 829 855
XXV	Bureau du lieutenant-gouverneur	661 700	22 500	639 200	632 360
XXVI	Conseil de gestion	567 078 057	352 236 300	214 841 757	50 335 894
XXVII	Affaires municipales	1 091 006 108	70 157 100	1 020 849 008	561 691 001
XXVIII	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	44 358 808	38 002 708	6 356 100	6 075 202
XXIX	Richesses naturelles	658 566 057	52 954 900	605 611 157	587 061 932
XXX	Développement du Nord et Mines	366 244 406	18 187 392	348 057 014	315 083 272
XXXI	Ombudsman Ontario	9 716 500	1 410 100	8 306 400	7 736 941
XXXII	Cabinet du premier ministre	2 647 340	129 900	2 517 440	2 251 132
XXXIII	Bureau du vérificateur provincial	8 148 800	369 800	7 779 000	6 908 552
XXXIV	Revenu	883 438 957	4 232 200	879 206 757	825 031 557
XXXV	Office des affaires des personnes âgées	8 219 600	(238 750)	8 458 350	7 374 425
XXXVI	Formation professionnelle	263 705 257	15 814 249	247 891 008	239 151 476
XXXVII	Solliciteur général	582 723 265	20 753 608	561 969 657	498 215 544
XXXVIII	Tourisme et Loisirs	227 628 157	18 798 692	208 829 465	187 858 164
XXXIX	Transports	2 837 960 957	(60 210 900)	2 898 171 857	2 311 460 270
XL	Trésor et Économie	5 097 395 857	690 617 700	4 406 778 157	4 364 936 743
XLI	Office de la condition féminine	24 880 842	5 467 292	19 413 550	17 070 450
	TOTAL	53 267 831 056	7 469 887 098	45 797 943 958	41 742 885 250

TABLEAU 3C — TOTAL DES DÉPENSES

N°	Ministères	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services
		$	$	$	$
I	Agriculture et Alimentation	90 866 665	16 471 100	14 726 900	37 137 500
II	Bureau de l'Assemblée législative	58 626 200	10 914 100	6 017 300	38 675 500
III	Procureur général	281 150 257	56 807 200	16 589 700	93 343 900
IV	Bureau du Conseil des ministres	6 225 800	1 165 200	1 170 800	3 177 900
V	Bureau du directeur général des élections	943 200	153 100	—	—
VI	Affaires civiques	20 916 465	3 384 800	2 152 900	11 155 100
VII	Collèges et Universités	14 642 408	2 924 900	3 086 800	5 213 400
VIII	Services sociaux et communautaires	421 678 657	79 681 600	20 982 500	67 664 900
IX	Consommation et Commerce	84 488 557	15 897 100	7 728 600	20 122 100
X	Services correctionnels	335 883 108	61 215 400	14 250 500	91 015 700
XI	Cultures et Communications	22 086 657	3 638 900	2 763 400	8 729 100
XII	Office des affaires des personnes handicapées	1 769 000	296 600	251 500	1 903 800
XIII	Éducation	96 542 057	18 368 900	12 180 800	36 963 000
XIV	Énergie	12 773 457	2 358 800	1 461 600	27 729 800
XV	Environnement	136 342 065	24 141 200	10 508 100	106 999 700
XVI	Institutions financières	33 224 857	6 143 300	2 258 200	14 628 300
XVII	Office des affaires francophones	1 633 900	307 000	110 000	1 060 000
XVIII	Services gouvernementaux	124 224 250	745 221 900	90 687 100	468 035 400
XIX	Bureau de la région du grand Toronto	1 103 600	213 000	181 100	1 316 900
XX	Santé	484 570 157	96 736 700	27 135 100	110 816 800
XXI	Logement	64 718 457	10 334 000	7 788 600	23 522 200
XXII	Industrie, Commerce et Technologie	39 108 357	6 401 800	10 935 400	47 685 000
XXIII	Affaires intergouvernementales	3 687 600	730 500	446 300	1 911 900
XXIV	Travail	95 825 457	17 068 300	11 374 700	22 935 200
XXV	Bureau du lieutenant-gouverneur	426 400	54 000	63 300	2 400
XXVI	Conseil de gestion	324 063 457	53 423 200	2 111 800	99 501 500
XXVII	Affaires municipales	22 095 708	3 937 900	2 370 000	7 880 000
XXVIII	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	1 784 108	325 900	265 000	15 832 300
XXIX	Richesses naturelles	258 128 657	44 611 500	33 987 900	221 504 100
XXX	Développement du Nord et Mines	31 946 706	5 169 100	6 422 100	19 592 000
XXXI	Ombudsman Ontario	5 980 000	1 116 900	483 500	1 890 000
XXXII	Cabinet du premier ministre	1 935 640	270 000	199 000	173 000
XXXIII	Bureau du vérificateur provincial	5 526 600	849 200	226 100	1 392 400
XXXIV	Revenu	173 661 957	31 396 800	23 232 900	44 317 600
XXXV	Office des affaires des personnes âgées	2 038 200	255 500	1 278 000	1 426 900
XXXVI	Formation professionnelle	19 249 457	3 775 100	2 357 900	6 771 400
XXXVII	Solliciteur général	341 914 265	67 340 300	31 806 400	50 945 000
XXXVIII	Tourisme et Loisirs	37 227 857	6 340 100	6 196 600	35 279 700
XXXIX	Transports	363 204 857	74 661 300	36 257 400	295 268 100
XL	Trésor et Économie	24 820 557	4 549 000	1 757 000	45 202 600
XLI	Office de la condition féminine	5 994 142	956 500	591 900	7 988 200
	TOTAL	4 055 029 756	1 479 607 700	414 394 700	2 096 710 300

Notes :

1. Les dépenses prévues par la loi ont été inscrites dans les catégories de dépenses correspondantes (voir la note à la page vi).
2. Le montant pour les prêts et dotations pour le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie a été réduit par 18 550 000 $ pour les recouvrements.

PRÉVUES POUR 1991-1992

Fournitures et matériel	Acquisition/ construction de biens immobiliers	Paiements de transfert	Autres opérations	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Dépenses	Prêts et dotations	Total
$	$	$	$	$	$	$	$
21 868 400	10 041 200	397 629 800	3 651 000	2 640 000	589 752 565	12 880 000	602 632 565
15 716 300	—	186 500	—	1 004 200	129 131 700	—	129 131 700
16 967 200	11 773 000	175 797 500	2 000	34 800 400	617 630 357	—	617 630 357
1 704 400	—	—	—	—	13 444 100	—	13 444 100
—	—	—	—	—	1 096 300	—	1 096 300
1 606 600	—	27 196 200	—	6 000	66 406 065	—	66 406 065
1 109 400	—	3 241 742 700	—	8 675 000	3 260 044 608	—	3 260 044 608
42 371 700	11 495 000	7 589 565 700	—	3 016 800	8 230 423 257	—	8 230 423 257
6 591 300	—	27 778 200	17 356 900	31 700	179 931 057	—	179 931 057
53 569 300	8 500 000	1 305 200	—	2 761 800	562 977 408	—	562 977 408
2 910 500	—	293 266 900	—	1 885 700	331 509 757	—	331 509 757
256 000	—	4 357 500	—	—	8 834 400	—	8 834 400
14 390 000	1 000 000	6 079 622 700	—	10 683 300	6 248 384 157	—	6 248 384 157
1 984 100	—	19 919 500	—	—	66 227 257	—	66 227 257
71 456 200	—	343 853 500	—	5 525 000	689 775 765	84 300 000	774 075 765
3 954 200	—	65 000	—	2 960 100	57 313 757	—	57 313 757
126 700	—	1 039 500	—	—	4 277 100	—	4 277 100
89 942 300	237 382 700	66 000	—	925 730 500	829 829 150	—	829 829 150
55 400	—	—	—	—	2 870 000	17 425 700	20 295 700
97 799 300	—	16 166 786 500	—	9 990 000	16 973 854 557	—	16 973 854 557
6 130 400	—	743 554 600	56 761 000	20 029 800	892 779 457	5 388 000	898 167 457
7 405 900	—	96 231 300	127 151 300	32 303 000	302 616 057	50 600 000	353 216 057
311 600	—	860 000	—	—	7 947 900	—	7 947 900
9 065 900	—	199 543 200	18 700	31 500	355 799 957	—	355 799 957
1 800	—	—	113 800	—	661 700	—	661 700
3 951 100	—	125 222 600	8 540 000	49 735 600	567 078 057	—	567 078 057
2 280 200	—	1 049 845 300	3 317 000	720 000	1 091 006 108	—	1 091 006 108
110 500	—	26 041 000	—	—	44 358 808	—	44 358 808
110 478 300	1 000 000	60 043 500	—	71 287 900	658 466 057	100 000	658 566 057
8 059 300	142 085 500	157 939 600	—	4 969 900	366 244 406	—	366 244 406
246 100	—	—	—	—	9 716 500	—	9 716 500
69 700	—	—	—	—	2 647 340	—	2 647 340
104 500	—	50 000	—	—	8 148 800	—	8 148 800
8 149 500	—	611 795 000	—	9 114 800	883 438 957	—	883 438 957
582 500	—	2 638 500	—	—	8 219 600	—	8 219 600
2 257 800	—	229 293 600	—	—	263 705 257	—	263 705 257
76 175 700	—	19 528 200	3 000	4 989 600	582 723 265	—	582 723 265
7 293 900	11 752 100	115 692 900	—	1 755 000	218 028 157	9 600 000	227 628 157
169 390 200	495 890 700	1 600 194 200	—	196 905 800	2 837 960 957	—	2 837 960 957
3 236 000	—	14 074 700	4 995 000 000	1 044 000	5 087 595 857	9 800 000	5 097 395 857
795 800	—	8 554 300	—	—	24 880 842	—	24 880 842
860 476 000	930 920 200	39 431 281 400	5 211 914 700	1 402 597 400	53 077 737 356	190 093 700	53 267 831 056

TABLEAU 4 — EFFECTIFS DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ONTARIO DU 1ER AVRIL 1990 AU 31 MARS 1991 (MOYENNE PROJECTÉE SUR 12 MOIS)

Ministères	Postes classifiés À temps plein	Postes classifiés À temps partiel	Postes non classifiés	Employés de la Couronne	Total
Agriculture et Alimentation	1 747	56	746	—	2 549
Procureur général	3 607	148	1 676	389	5 820
Bureau du Conseil des ministres	59	2	28	—	89
Affaires civiques	320	12	141	—	473
Collèges et Universités	281	2	55	—	338
Services sociaux et communautaires	8 844	360	1 920	—	11 124
Consommation et Commerce	1 715	59	467	241	2 482
Services correctionnels	6 693	146	1 373	46	8 258
Culture et Communications	566	22	279	—	867
Office des affaires des personnes handicapées	33	—	20	—	53
Éducation	1 556	9	516	271	2 352
Énergie	207	4	18	2	231
Environnement	2 637	25	525	—	3 187
Institutions financières	419	4	141	3	567
Office des Affaires francophones	29	—	4	—	33
Services gouvernementaux	2 582	37	451	—	3 070
Santé	10 426	431	2 167	—	13 024
Logement	1 004	3	409	37	1 453
Industrie, Commerce et Technologie	606	2	125	—	733
Affaires intergouvernementales	61	1	22	—	84
Travail	1 583	5	265	49	1 902
Conseil de gestion	370	6	231	—	607
Affaires municipales	395	4	101	—	500
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	23	1	6	—	30
Richesses naturelles	3 907	108	3 088	—	7 103
Développement du Nord et Mines	480	9	256	—	745
Cabinet du premier ministre	1	—	31	—	32
Revenu	3 821	21	566	—	4 408
Office des affaires des personnes âgées	17	—	33	—	50
Formation professionnelle	394	4	61	—	459
Solliciteur général	6 570	95	710	5	7 380
Tourisme et Loisirs	627	16	864	—	1 507
Transports	8 519	76	1 735	—	10 330
Trésor et Économie	370	2	69	—	441
Office de la condition féminine	65	2	33	—	100
TOTAL	70 534	1 672	19 132	1 043	92 381

NOTE : À l'exception du personnel des bureaux du lieutenant-gouverneur, de l'Assemblée législative, de l'ombudsman, du vérificateur provincial et du directeur général des élections.

Postes classifiés
Cette rubrique comprend les employés nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil ou la Commission de la fonction publique à titre de stagiaires ou d'employés réguliers à temps plein ou à temps partiel en vertu de la Loi sur la fonction publique et appelés fonctionnaires titulaires.

Postes non classifiés
Cettre rubrique comprend les employés nommés par un ministre en vertu de la Loi sur la fonction publique et appelés fonctionnaires. Ces employés peuvent être nommés à temps plein ou à temps partiel soit pour des projets, pour fournir des services professionnels, particuliers et saisonniers ou comme remplaçants.

Employés de la Couronne
Cette rubrique comprend toute personne nommée en vertu de lois spécifiques autres que la Loi sur la fonction publique et dont la rémunération est incluse dans la catégorie de dépenses Traitements et salaires" des ministères.

II. — BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

SOMMAIRE

Le Bureau de l'Assemblée législative, créé le 20 décembre 1974 en vertu de la *Loi sur l'Assemblée législative* de l'Ontario, fournit aux députés provinciaux un soutien en matière de procédures, de finances et de fonctionnement dans leurs travaux à l'Assemblée, dans les comités et à leurs bureaux de circonscription.

Ce Bureau comprend aussi la Commission sur le financement des élections, qui assure l'application de la *Loi de 1986 sur le financement des élections*, le Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée, qui veille à l'application de la *Loi de 1987 sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, et la Commission sur les conflits d'intérêts, chargée de veiller à l'application de la *Loi de 1988 sur les conflits d'intérêts des membres de l'Assemblée*.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
129 131 700		Bureau de l'Assemblée législative	12 639 000	116 492 700	85 964 233
129 131 700		**Total (Fonctionnement) — Bureau de l'Assemblée législative**	12 639 000	116 492 700	85 964 233
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(28 000 000)	28 000 000	s.o.
2 074 700		**Moins : Crédits législatifs**	—	2 074 700	1 991 113
127 057 000	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	40 639 000	86 418 000	83 973 120
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
129 131 700		Dépenses	12 639 000	116 492 700	85 964 233

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$	$
FONCTIONNEMENT		
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1990-1991	107 384 900	
1.2 Comptes publics 1989-1990		85 964 233
2. Budget des dépenses supplémentaire		
2.1 Budget supplémentaire de 1990-1991	9 107 800	
	116 492 700	85 964 233

II. — BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Ce programme englobe les indemnités et les allocations ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée, de même que les diverses dépenses liées à l'administration de la Commission sur le financement des élections, du Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée et de la Commission sur les conflits d'intérêts. Tous les fonds sont prélevés sur le Fonds de l'Assemblée législative, qui est distinct et indépendant du Fonds consolidé du revenu (Ontario).

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
201		**PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**			
FONCTIONNEMENT					
1	895 800	Bureau du président de l'Assemblée législative	87 700	808 100	602 168
2	15 584 500	Bureau du greffier	948 200	14 636 300	10 909 370
3	6 642 700	Bibliothèque de l'Assemblée législative	680 900	5 961 800	5 213 226
4	12 229 600	Bureau du contrôleur	4 061 100	8 168 500	6 528 653
5	20 252 800	Services à l'Assemblée	1 546 800	18 706 000	10 977 112
6	2 902 800	Ressources à engager aux fins de la session	1 180 800	1 722 000	1 403 997
7	11 771 300	Services de soutien aux groupes parlementaires	828 600	10 942 700	9 106 677
8	29 797 800	Services de soutien aux députés	1 844 900	27 952 900	23 812 857
9	11 766 200	Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés	(1 226 200)	12 992 400	10 626 818
10	351 900	Commission sur les conflits d'intérêts	(16 200)	368 100	258 033
11	6 957 300	Commission sur le financement des élections	486 100	6 471 200	1 137 270
12	7 904 300	Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée	2 216 300	5 688 000	3 396 939
L	2 074 700	Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative, Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative	—	2 074 700	1 991 113
	129 131 700	Total — Fonctionnement	12 639 000	116 492 700	85 964 233
	—	Moins : Mandats spciaux	(28 000 000)	28 000 000	s.o.
	2 074 700	Moins : Crédits législatifs	—	2 074 700	1 991 113
	127 057 000	**Montant à voter**	40 639 000	86 418 000	83 973 120

— NOTES —

II. — BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau du président de l'Assemblée législative (201-1)	$
Traitements et salaires	400 600
Avantages sociaux	59 700
Transports et communications	148 800
Services	185 000
Fournitures et matériel	75 700
Paiements de transfert	
Association parlementaire du Commonwealth	26 000
	895 800

Bureau du greffier (201-2)	
Traitements et salaires	6 097 800
Avantages sociaux	882 600
Transports et communications	1 861 200
Services	4 192 300
Fournitures et matériel	2 550 600
	15 584 500

Bibliothèque de l'Assemblée législative (201-3)	
Traitements et salaires	4 524 600
Avantages sociaux	665 500
Transports et communications	59 000
Services	547 500
Fournitures et matériel	846 100
	6 642 700

Bureau du contrôleur (201-4)	
Traitements et salaires	5 071 600
Avantages sociaux	785 900
Transports et communications	98 300
Services	989 800
Fournitures et matériel	5 123 500
Paiements de transfert	
Programme de stages de l'Assemblée législative	160 500
	12 229 600

Services à l'Assemblée (201-5)	
Traitements et salaires	3 009 500
Avantages sociaux	454 500
Transports et communications	43 500
Services	16 314 400
Fournitures et matériel	1 435 100
	21 257 000
Moins : Recouvrements d'autres activités	1 004 200
	20 252 800

Ressources à engager aux fins de la session (201-6)	$
Avantages sociaux	900 000
Services	805 300
Fournitures et matériel	1 197 500
	2 902 800

Services de soutien aux groupes parlementaires (201-7)	
Traitements et salaires	7 244 800
Avantages sociaux	1 263 500
Transports et communications	341 800
Services	1 368 000
Fournitures et matériel	1 553 200
	11 771 300

Services de soutien aux députés (201-8)	
Traitements et salaires	17 792 600
Avantages sociaux	2 467 000
Transports et communications	1 544 400
Services	6 084 500
Fournitures et matériel	1 909 300
	29 797 800

Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés (201-9)	
Traitements et salaires	8 529 700
Avantages sociaux	465 800
Transports et communications	1 650 400
Services	1 030 700
Fournitures et matériel	89 600
	11 766 200

Commission sur les conflits d'intérêts (201-10)	
Traitements et salaires	69 200
Avantages sociaux	9 400
Transports et communications	5 300
Services	242 000
Fournitures et matériel	26 000
	351 900

II. — BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

— NOTES —

II. — BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE — suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

	$
Commission sur le financement des élections (201-11)	
Traitements et salaires	761 200
Avantages sociaux	113 200
Transports et communications	45 000
Services	5 825 200
Fournitures et matériel	212 700
	6 957 300
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (201-12)	
Traitements et salaires	5 124 600
Avantages sociaux	772 300
Transports et communications	219 600
Services	1 090 800
Fournitures et matériel	697 000
	7 904 300
Crédits législatifs	
Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative	2 074 700
Total (Fonctionnement) — Programme du Bureau de l'Assemblée législative	129 131 700

V. — BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

SOMMAIRE

Le Bureau du directeur général des élections est responsable de l'application de la *Loi électorale de 1984*, de la tenue des élections générales et d'élections partielles à l'Assemblée législative; il effectue de la recherche, il informe le public et donne avis et conseils sur le processus électoral. Le Bureau est sous la direction du directeur général des élections qui rend compte directement à l'Assemblée législative du déroulement des élections.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
1 096 300		Bureau du directeur général des élections	151 700	944 600	2 779 820
1 096 300		**Total (Fonctionnement) — Bureau du directeur général des élections**	151 700	944 600	2 779 820
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(350 000)	350 000	s.o.
—		**Moins : Crédits législatifs**	—	—	2 241 402
1 096 300	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	501 700	594 600	538 418
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
1 096 300		Dépenses	151 700	944 600	2 779 820

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$	$
FONCTIONNEMENT		
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1990-1991	828 400	
1.2 Comptes publics 1989-1990		2 779 820
2. Budget des dépenses supplémentaire		
2.1 Budget supplémentaire de 1990-1991	116 200	
	944 600	2 779 820

V. — BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS :

Dans les 130 circonscriptions électorales de la province, le Bureau assure la direction et la formation du directeur ou de la directrice du scrutin; il entreprend des activités diverses afin d'informer et d'expliquer au public la procédure électorale et les droits des personnes durant les élections; il prépare et publie les cartes de sections de vote des circonscriptions électorales; il coordonne la nomination, la formation et la rémunération de tous les membres du personnel électoral; il autorise et surveille l'acquisition des locaux, des fournitures utilisées et de l'équipement dans les bureaux de vote et du personnel électoral et en autorise le paiement.

Le Bureau fournit des services aux ministères du gouvernement, aux organismes et au grand public de façon continue en entreprenant des recherches historiques et comparatives sur le processus électoral et en fournissant des conseils sur les lignes directrices de ce processus ainsi que des renseignements généraux.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
501		**PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**			
FONCTIONNEMENT					
1	1 096 300	Bureau du directeur général des élections	151 700	944 600	538 418
L	—	Loi électorale	—	—	2 241 402
	1 096 300	Total — Fonctionnement	151 700	944 600	2 779 820
	—	Moins : Mandats spéciaux	(350 000)	350 000	s.o.
	—	Moins : Crédits législatifs	—	—	2 241 402
	1 096 300	**Montant à voter**	501 700	594 600	538 418

V. — BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau du directeur général des élections (501-1)	$
Traitements et salaires	943 200
Avantages sociaux	153 100
Total (Fonctionnement) — Programme du Bureau du directeur général des élections	1 096 300

XXXI. — OMBUDSMAN ONTARIO

SOMMAIRE

Le rôle et les responsabilités de l'ombudsman sont définis dans la *Loi sur l'ombudsman*. L'ombudsman a le pouvoir d'enquêter sur toute plainte portée contre le gouvernement de l'Ontario ou l'un quelconque de ses 500 organismes, conseils ou commissions, et de recommander des mesures correctrices dans les cas où elle juge que la plainte est fondée. N'importe qui peut porter plainte; l'ombudsman peut, de son propre chef, entreprendre une enquête lorsqu'elle estime qu'une mesure, prise ou omise par un agent du gouvernement, ou encore une décision ou une recommandation, est jugée injuste, déraisonnable ou arbitraire. L'ombudsman est une fonctionnaire de l'Assemblée législative; elle est neutre et indépendante des partis politiques et de l'appareil bureaucratique. L'ombudsman remet tous les ans un rapport à l'Assemblée législative et peut aussi, lorsqu'elle le juge à propos, soumettre des rapports spéciaux. Chaque demande est prise en considération; on a recours à un système d'orientation constamment élargi et gardé à jour. Afin d'assurer l'accessibilité aux services de l'ombudsman, on a ouvert dans la province neuf bureaux de district que l'on peut joindre par téléphone grâce à un numéro sans frais. Tous les services sont gratuits et la confidentialité est assurée.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
9 716 500		Ombudsman Ontario	1 410 100	8 306 400	7 736 941
9 716 500		**Total (Fonctionnement) — Ombudsman Ontario**	1 410 100	8 306 400	7 736 941
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(2 200 000)	2 200 000	s.o.
9 716 500	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	3 610 100	6 106 400	7 736 941
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
9 716 500		Dépenses	1 410 100	8 306 400	7 736 941

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$	$
FONCTIONNEMENT		
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1990-1991	8,156,400	
1.2 Comptes publics 1989-1990		7,736,941
2. Budget des dépenses supplémentaire		
2.1 Budget supplémentaire de 1990-91	150,000	
	8,306,400	7,736,941

XXXI. — OMBUDSMAN ONTARIO

PROGRAMME DE OMBUDSMAN ONTARIO :

Faire enquête sur toute décision prise, toute recommandation faite ou tout acte accompli ou omis dans le cadre de l'administration d'un "organisme gouvernemental" et touchant toute personne ou tout groupe de personnes à titre personnel. Par "organisme gouvernemental", on entend tout ministère, commission, conseil, office ou autre service administratif du gouvernement de l'Ontario, de même que toute entité qui y est rattachée.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
3101		**PROGRAMME DE OMBUDSMAN ONTARIO**			
FONCTIONNEMENT					
1	9 716 500	Ombudsman	1 410 100	8 306 400	7 736 941
	9 716 500	Total — Fonctionnement	1 410 100	8 306 400	7 736 941
	—	Moins : Mandats spéciaux	(2 200 000)	2 200 000	s.o.
	9 716 500	**Montant à voter**	3 610 100	6 106 400	7 736 941

— NOTES —

XXXI. — OMBUDSMAN ONTARIO

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Ombudsman (3101-1)	$
Traitements et salaires	5,980,000
Avantages sociaux	1,116,900
Transports et communications	483,500
Services	1,890,000
Fournitures et matériel	246,100
Total (Fonctionnement) — Programme de Ombudsman Ontario	9,716,500

XXXIII. — BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

SOMMAIRE

Le Bureau du vérificateur provincial a été créé en 1886; son fonctionnement est régi par la *Loi sur la vérification des comptes publics*. Le bureau effectue des tâches de vérification financière et d'optimisation des ressources. Il effectue également certaines vérifications sur demande spéciale. Fonctionnaire de l'Assemblée législative, le vérificateur provincial rend compte devant elle de l'utilisation des fonds publics.

1991-1992 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
$			$	$	$
FONCTIONNEMENT					
8 148 000		Bureau du vérificateur provincial	369 800	7 779 000	6 908 552
8 148 000		**Total (Fonctionnement) — Bureau du vérificateur provincial**	369 800	7 779 000	6 908 552
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(1 980 000)	1 980 000	s.o.
123 000		**Moins : Crédits législatifs**	—	123 000	117 560
8 025 800	<	**TOTAL À VOTER — FONCTIONNEMENT**	2 349 800	5 676 000	6 790 992
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
8 148 800		Dépenses	369 800	7 779 000	6 908 552

XXXIII. — BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL :

Le vérificateur provincial a pour fonction d'aider le Parlement à obtenir du gouvernement qu'il rende des comptes sur sa façon de gérer les fonds publics.

Le vérificateur provincial vérifie les comptes de la province et des organismes de la Couronne, en vertu des dispositions de la Loi sur la vérification des comptes publics et de diverses autres lois et dispositions ayant force exécutoire et fait chaque année rapport à l'Assemblée législative sur toute question importante soulevée par ces vérifications. En outre, le vérificateur provincial émet des avis sur les états financiers de la province et des organismes de la Couronne, en indiquant s'ils présentent fidèlement la situation, conformément au principe de la continuité et aux pratiques comptables spécifiées.

CRÉDIT et poste	1991-1992 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1990-1991 Prévisions	1989-1990 Dépenses
	$		$	$	$
3301		**PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL**			
FONCTIONNEMENT					
1	8 025 800	Bureau du vérificateur provincial	369 800	7 656 000	6 790 992
L	123 000	Loi sur la vérification des comptes publics	—	123 000	117 560
	8 148 800	Total — Fonctionnement	369 800	7 779 000	6 908 552
	—	Moins : Mandats spéciaux	(1 980 000)	1 980 000	s.o.
	123 000	Moins : Crédits législatifs	—	123 000	117 560
	8 025 800	**Montant à voter**	2 349 800	5 676 000	6 790 992

— NOTES —

XXXIII. — BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT

Bureau du vérificateur provincial (3301-1)	$
Traitements et salaires	5 403 600
Avantages sociaux	849 200
Transports et communications	226 100
Services	1 392 400
Fournitures et matériel	104 500
Paiements de transfert	
Fondation canadienne pour la vérification intégrée	50 000
	8 025 800
Crédits législatifs	
Loi sur la vérification des comptes publics	123 000
Total (Fonctionnement) — Programme du Bureau du vérificateur provincial	8 148 800

INDEX

Page

A

Assemblée législative 1
Association parlementaire du Commonwealth 3

B

Bibliothèque de l'Assemblée législative 3
Bureau de l'Assemblée législative 1
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée 5
Bureau du contrôleur 3
Bureau du directeur général des élections 7
Bureau du greffier 3
Bureau du président de l'Assemblée législative 3
Bureau du vérificateur provincial 15

C

Commission sur le financement des élections 5
Commission sur les conflits d'intérêts 5
Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative 5

D

Directeur général des élections, Bureau du 7

F

Fondation canadienne pour la vérification intégrée .. 17

Page

I

Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés 3

L

Loi sur la vérification des comptes publics 17

O

Ombudsman Ontario 11

P

Programme de stages de l'Assemblée législative 3
Programme du Bureau de l'Assemblée législative ... 2
Programme du Bureau du vérificateur provincial 16

R

Ressources à engager aux fins de la session 3

S

Services à l'Assemblée 3
Services de soutien aux députés 3
Services de soutien aux groupes parlementaires 3